

Les provinciales

Camps d'été : six ou sept questions pour le repêchage de jeunes catholiques français dans le Var (causerie par Olivier Véron).

La légitimité d'Israël sur sa terre face au défi arabo-musulman

Le travail idéologique de délégitimation d'Israël est une constante et une particularité de son histoire¹. Cette délégitimation émane souvent de *l'universalisme des Juifs eux-mêmes*, israéliens ou non. Ainsi le mouvement de retrait des réservistes israéliens aura été particulièrement fort dans les mois qui auront précédé le 7 octobre, empêchant significativement la formation des nouvelles recrues (notamment dans l'armée de l'air), érodant la capacité dissuasive de Tsahal. Tout le monde a sans doute entendu parler des associations France-Palestine (une émanation du Parti Communiste des années soixante-dix) ou BDS, en Israël Shalom Archav (la paix maintenant) ou Breaking the Silence, qui prône depuis des décennies le retrait et le refus de servir dans les « territoires ». En 1980 le Parti Communiste israélien avait incité un de ses membres, soldat du contingent, à déclarer qu'il ne servirait pas au-delà de la « ligne verte », c'est-à-dire dans les soi-disant « territoires occupés ». Le soldat avait été sanctionné mais son père (également communiste) avait fait une tournée de propagande en France, à l'initiative du PCF². Ce geste présageait selon lui « *la possibilité d'un processus de désintégration à la sud-vietnamienne de l'armée israélienne...* »

C'est à un tel processus que les mois de contestation contre la réforme de la Cour Suprême ont failli aboutir, exposant le pays à une attaque combinée sur quatre fronts (Gaza, Liban, Judée-Samarie et Syrie), à laquelle l'Iran heureusement refusa de prendre part ouvertement, probablement parce qu'elle est *sur le point d'aboutir à une capacité nucléaire qui garantira la puissance régionale des Mollahs*. Après la catastrophe du 7 octobre le redressement d'Israël a été une (divine) surprise qui témoigne de la force de ce peuple et de son attachement à l'État et à la terre d'Israël, que dix mois de durs combats pour ce que Netanyahu a nommé « la Seconde guerre d'indépendance d'Israël » n'ont guère diminué.

Le 10 octobre le Président de la pire administration démocrate que l'Amérique ait connue évoqua sa rencontre avec Golda Meir cinquante ans auparavant, quand il était jeune sénateur. Le chef du gouvernement israélien lui aurait dit : « *Ne vous inquiétez pas, Monsieur le sénateur. Nous avons une arme secrète en Israël : nous n'avons pas d'autre endroit où aller.* »

C'est ce qu'écrivit l'historien Walter Laqueur : « *Pour obtenir la victoire (en 1948), le facteur décisif ne fut peut-être pas tant le degré d'organisation du Yichouv juif, son développement technique et culturel – en somme le côté moderne de celui-ci. Cela joua un rôle majeur, mais des exemples récents (Vietnam, Afghanistan, Caucase) ont montré l'avantage de certains types d'organisation primitifs sur les structures complexes. Ce qui importa le plus est le fait qu'en Palestine, les Juifs contrairement aux Arabes n'avaient pas d'autre endroit où aller : ils se battaient le dos au mur* ».

1. Qui se soucie des revendications berbère actuelles pour l'indépendance de la Kabylie, dans l'Algérie arabisée et islamisée ? Ferhat Mehenni (Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie, MAK).

2. ANNE KRIEDEL, *Israël est-il coupable ?* Albin Michel, 1982, page 82.

3. Cité dans YOAV GELBER, *Palestine 1948. Guerre d'indépendance ou catastrophe ?* tr. fr. Claire Darmon, *Les provinciales*, 2013.

Dans tout cela les chrétiens ont un rôle à jouer, voyez la rupture de Claudel avec Louis Massignon, une amitié de quarante ans : Massignon lui parle de « l'affreux nazisme de Tel Aviv », quatre ans après la Shoah. Et alors que le mouvement de décolonisation n'a même pas encore commencé il condamne le « colonialisme juif » (qui venait pourtant de faire lâcher les Britanniques, successeurs des Ottomans, par l'explosion du King David) ; à cette époque les Soviétiques soutiennent « la révolte d'Israël » (Begin⁴), qui aurait peut-être été vaincue sans les armes tchèques : Massignon dénonce pourtant le « super capitalisme judéo-américain » rendant aux « pauvres fellahs arabes », à ces « personnes déplacées – comme Notre Seigneur », dit-il, « le mal que leur a fait Hitler ». Cette fascination pour les migrants épaulés par cinq armées régulières, reprend donc le cliché du Juif qui ne connaît pas le pardon : Massignon voit le « nouvel État d'Israël » comme la « monstrueuse profanation idolâtrique du véritable Israël que nous devrions être, nous chrétiens⁵ ».

« Israël signe de contradiction » relevait à juste titre Pierre Boutang en juin 1967⁶ : cela est vrai à l'intérieur de l'Église elle-même. Gardons-nous de céder à des préjugés ou des clichés faciles, ou de nier le mouvement historique dont le judéo-christianisme s'est toujours voulu l'annonciateur.

1. Le peuple juif a-t-il été « inventé » ? (Shlomo Sand)

Un pamphlétaire israélien assez connu en France, Shlomo Sand a écrit *Comment le peuple juif fut inventé*⁷ (2008) et *Comment la terre d'Israël fut inventée* (2012) qui développent la thèse selon laquelle le peuple juif et la terre d'Israël seraient des inventions dues à l'historiographie juive du XIX^e siècle.

« Si ma thèse est exacte – dit Shlomo Sand – il y a cinq siècles, il n'existait ni peuple français, ni russe, italien ni même vietnamien, et du même coup, sur la surface terrestre, il n'y avait pas non plus de peuple juif, et l'histoire de l'exil du peuple juif au I^{er} ou au II^e siècle de notre ère, après la chute du Second Temple, a été forgée de toute pièce... »

Ce qui a plu chez Shlomo Sand, c'est son « franc parler », son reniement d'Israël, pas spécialement ses théories générales. Sand n'est pas un historien, il prétend avoir réfuté la thèse d'une expulsion massive des Juifs par les Romains, mais il a emprunté cela et déformé ce qu'il a emprunté à Israël Jacob Yuval, authentique spécialiste de l'histoire juive à l'Université hébraïque de Jérusalem, qui n'en tire pas du tout les mêmes conclusions.

Voyons ce qu'en dit Yuval lui-même⁹ : « *Assez logiquement le troisième essai (de Sand) s'est intitulé : Comment j'ai cessé d'être juif*¹⁰ ». En réalité : « *La transformation du nom du pays des Patriarches, de Judée en Eretz Israël (Terre d'Israël) au II^e siècle de notre ère, a conduit à un changement de dimension territoriale. Ainsi les réfugiés judéens [les Juifs] rescapés de la chute du Second temple et de la révolte de Bar Kokhba ont fait de la Galilée leur pays Eretz Israël, cherchant à extirper de leur cœur le sentiment d'être des exilés. C'était une réponse juive au fait que les Romains avaient imposé le nom de Palestine après la révolte de Bar Kokhba, pour effacer le caractère juif de ce pays.* » D'où vient alors le succès phénoménal des livres de Sand en France ? Sand est un pamphlétaire, un spécialiste du cinéma, le fait que le peuple palestinien ait été réellement « inventé » dans les années soixante, comme le relevait Samuel Katz dans Israël face au mythe de la Palestine¹¹ (1976) appelait sans doute une symétrie antisioniste. Voici l'argumentaire de Sand :

1) Les Juifs de la diaspora au Moyen Âge, ne sauraient avoir des droits sur Israël, puisque les Juifs n'ont pas (tous) été exilés dans l'Antiquité. Ils descendent de convertis, de provenances diverses.

4. MENAHEM BEGIN, *La Révolte d'Israël*, tr. fr. Jacques Hermone, Éditions Albatros, 1978.

5. PAUL CLAUDEL, LOUIS MASSIGNON, *Correspondance 1908-1953*, éd. Dominique Millet-Gérard, Gallimard, 2012, ici de juillet 1947 à novembre 1949.

6. Cf. PIERRE BOUTANG, *La Guerre de six jours, Les provinciales coll. « Israël et la France »*, 2011.

7. SHLOMO SAND, *Comment le peuple juif fut inventé*, Fayard, 2008.

8. *Comment la terre d'Israël fut inventée*, Flammarion, 2012.

9. ISRAËL JACOB YUVAL, « Israël et Juif : comment une identité mythique et messianique fut constituée », conférence (inédit), Paris, 2015.

10. SHLOMO SAND, *Comment j'ai cessé d'être juif*, Flammarion, 2013.

11. SAMUEL KATZ, *Israël face au mythe de la Palestine*, tr. fr. Jacques Hermone, Éditions Albatros, 1976.

2) Le mythe de l'expulsion d'Israël est une invention de l'historiographie juive pour légitimer le droit des Juifs à retourner dans leur « patrie », c'est aussi pour cela que fut inventé une continuité de l'existence juive, ethnique et biologique (selon Shlomo Sand).

(D'ailleurs la diaspora juive s'était déjà répartie dans tout le bassin méditerranéen depuis la destruction du Temple de Salomon par Nabuchodonosor en 587.)

Pour Yuval deux correctifs s'imposent : 1) Le mythe de l'exil n'est pas du tout une invention de l'historiographie moderne : il est déjà mentionné dans les sources talmudiques. 2) Le fait que les Juifs n'ont pas été exilés n'exclut pas qu'ils puissent en être partis de leur propre chef.

« De nombreux témoignages attestent de l'assèchement de la population juive sur la Terre d'Israël dans les siècles consécutifs à la destruction du Temple¹². »

Surtout les propos de Sand tendent à considérer les Juifs comme une communauté religieuse, donc sans droit reconnu à l'autodétermination. Ainsi pour des intellectuels comme George Steiner :

« la Halakha (le code législatif) est venue au monde comme le recueil législatif d'une communauté religieuse assujettie à un pouvoir étranger. Les Juifs ne sont pas un peuple comme les autres ». Ils n'ont pas à viser (ni à assumer) une existence politique.

C'est la conception révolutionnaire qu'avait déjà formulée le député Clermont-Tonnerre, en 1789 : « Tout refuser aux juifs comme nation, et accorder tout aux juifs comme individus ». Mais cette idée moderne, cet individualisme de principe, conduit aux soupçons communautaristes et à l'affaire Dreyfus, en France, peut-être finalement à la disparition des nations en Europe¹³.

Or « le judaïsme est, par essence, une religion nationale¹⁴ », la religion nationale d'Israël. En réalité « les Juifs ont abordé le Moyen Âge avec une conscience nationale extrêmement forte ; bien plus développée que celle des populations européennes au sein desquelles ils allaient vivre¹⁵. »

Connaître l'ascendance ethnique de ces Juifs est assez secondaire.

Dans la Bible, le peuple d'Israël reçoit une double définition : 1) les liens du sang dans la continuité des Patriarches ; 2) l'« Alliance » entre Dieu et son peuple, qui permet d'intégrer des personnes d'origines différentes.

Ruth la moabite est l'aïeule du roi David. Ismaël descend d'Abraham, Esaü de Jacob. La descendance ne suffit pas à faire l'appartenance. La « fidélité » est plus importante, c'est-à-dire l'alliance, la participation à une culture commune.

Dans *Le Chemin de Jérusalem*, Shmuel Trigano insiste sur le fait que « Avant le don de la Tora et l'acte d'alliance, le peuple rassemblé au pied du Sinaï est dénué de véritable intériorité. Ce n'est à vrai dire pas encore un peuple mais un assemblage de bric et de broc. Il réunit notamment deux populations d'origines différentes et dont la rencontre est récente : les "Enfants de Jacob", mais aussi "la grande multitude", une population issue de l'esclavage égyptien qui a suivi Israël dans sa marche triomphale – celle de YHWH – vers la liberté¹⁶. »

Déjà lorsque Abraham prend son fils pour le circoncire, il prend aussi « tous les esclaves nés dans sa maison ou acquis à prix d'argent, tous les mâles de sa maisonnée » (Genèse, 17, 23).

Les Romains avaient édifié le *populus romanus* dans le but de réunir des groupes ethniques divers, partageant une même conception du droit et du pouvoir. Les Juifs restèrent en dehors du mécanisme de fusion des peuples.

12. YUVAL, *op. cit.*

13. Ne croyant pas à l'individualisme, le « nationalisme intégral » de Charles Maurras retrouve la monarchie mais échoue sur l'antisémitisme. Pierre Boutang corrigera l'antisémitisme de son maître et intégrera l'origine, Israël.

14. MICHAËL BAR-ZVI, *Le Sionisme*, Les provinciales, 2002, page 13.

15. YUVAL, *op. cit.*

16. SHMUEL TRIGANO, *Le Chemin de Jérusalem. Une théologie politique*, Les provinciales « Israël et la France », 2024, page 49.

Avec la christianisation de l'Empire leur étrangeté devint plus saillante, ils devinrent une minorité opprimée et discriminée. Leur marginalisation entraîna leur persécution, explique Israël Jacob Yuval.

En entrant dans la période médiévale les peuples européens étaient à peine formés. Au contraire, les Juifs étaient porteurs d'une antique conception religieuse de la nation. « *Alors que le christianisme mettait en avant son universalisme et que le nationalisme était encore inconsistant, les Juifs se distinguèrent par leur séparatisme religieux et national*¹⁷. » Pour eux, le « *Tu aimeras ton Prochain comme toi-même*¹⁸ » fondait la nation juive.

L'historiographie du nationalisme a privilégié le modèle européen, où le territoire et la souveraineté sont considérés comme les bases de la nation. Le territoire engendre la souveraineté, et la souveraineté, le pouvoir et la domination. « *Le cas juif est différent. Le modèle national comporte une ethnicité culturelle, sans territoire ni puissance politique. Le paradigme européen ne lui convenant pas, le judaïsme fut considéré comme une communauté exclusivement religieuse* », explique Israël Yuval. « *Les historiens qui professaient cette opinion ignoraient la littérature juive et son langage.* »

Pourtant, comme les historiens l'ont montré, « *les mythes d'origine des peuples européens en formation au cours de la période médiévale ont subi l'influence du modèle biblique de la sortie d'Égypte.* » Yuval remarque que « *Ces récits comportent l'immigration d'une terre éloignée, l'implantation dans une nouvelle patrie, la consolidation de l'appartenance ethnique, la démonstration de force politique et l'émergence de la puissance étatique*¹⁹. » Peu importe si ces récits ont un caractère historique ou mythique : « *Ils ont bel et bien constitué les identités nationales* ».

La mémoire historique juive a créé trois récits d'émigration ou « mythes » : 1) la sortie d'Égypte et la fondation d'une nation biblique ; 2) l'exil et l'établissement des diasporas ; 3) le « retour à Sion » constitutif du sionisme. « *Dans tous ces récits, on retrouve des éléments d'émigration, d'implantation, de renforcement d'une identité nationale nouvelle. Il s'agit d'une histoire de nationalisme ethno-religieux, dit Yuval, dont la composante territoriale et le pouvoir politique sont toujours marqués d'un point d'interrogation*²⁰. »

N'y a-t-il pas une contradiction à désigner les Juifs comme le problème principal du monde tout en leur déniaient une identité ? Ce que Shlomo Sand appelle « *une ethnie fictive* » c'est l'existence nationale d'Israël qui s'écarte de la conception vétérinaire qui était celle des nazis et ne remarque pas que l'appartenance au peuple juif consiste à prendre au sérieux l'héritage de l'histoire ainsi que l'acte personnel de transmission²¹.

« *Écoute, Israël ! L'Éternel (Adonai) est notre Dieu (Elo-henou), l'Éternel est un (Ehad). Tu aimeras L'Éternel ton Dieu, de tout ton cœur, de toute ton âme, et de toute ta force. Les commandements que je te prescris aujourd'hui tu les graveras dans ton cœur ; tu les inculqueras à tes fils ; tu leur en parleras dans la maison ou en voyage, en te couchant et en te levant*²²... »

Le livre de Josué ajoute « *Tu les méditeras jour et nuit*²³ ».

Il me semble que depuis plus d'un siècle, et même depuis le 7 octobre, les Israéliens ont assez prouvé qu'ils étaient prêts à défendre leur droit d'exister en tant que peuple de tout leur cœur et de toute leur force et aussi celui d'avoir leur propre État sur cette terre, et d'autre part que les « Palestiniens » ont assez prouvé à l'inverse : qu'ils n'avaient d'autre objectif, s'ils sont un peuple, que la destruction de cet État d'Israël en tant qu'il est celui des Juifs.

« *Tu devanceras celui qui vient pour te tuer* », dit le Talmud.

17. YUVAL, *op. cit.*

18. Lévitique, 19, 18.

19. YUVAL, *op. cit.*

20. Idem.

21. C'est peut-être la cause la plus puissante de l'hostilité générale contemporaine contre lui : « *Le monde est suspendu au souffle des enfants à l'écoute de leur maître* », dit le Talmud ; cf. MICHAËL BAR-ZVI, *Pour une politique de la transmission. Réflexions sur la question sioniste, Les provinciales*, 2016.

22. Deutéronome, 6, 4-9.

23. Josué, 1, 8.

Tout le problème tient dans la loi cardinale de l'État d'Israël : la loi du retour. Voilà qui ne passe pas dans l'universalisme et égalitarisme indifférencié d'aujourd'hui. En 1950, Israël adopte la « loi du retour », qui garantit que « tout Juif a le droit de venir dans ce pays ». Vingt ans plus tard, la Knesset modifie la loi pour y inclure « l'enfant et le petit-enfant d'un Juif, le conjoint d'un Juif, le conjoint d'un enfant d'un Juif et le conjoint d'un petit-enfant d'un Juif, à l'exception d'un Juif qui aurait volontairement changé de religion », précisant également que pour cette loi, est juif « toute personne née d'une mère juive ou qui s'est convertie au judaïsme. »

Cette loi paraît avoir emprunté sa formulation au caractère des lois antisémites de Nuremberg, qui établissaient que toute personne ayant au moins un grand-parent juif serait considérée comme juive. Cela n'est pas faux²⁴.

Le grand linguiste David Cohen a d'ailleurs remarqué que Juif est un « mot dont personne n'a donné de définition qui ait une valeur objective, logique ou scientifique » et s'est donc étonné de la définition des juristes de la faculté de droit de Paris, sollicités par Vichy sous l'occupation. « Elle est par elle-même la plus précieuse démonstration de l'impossibilité d'une définition. Est juive, est-il statué, toute personne dont trois (plus tard ce chiffre est réduit à deux) grands parents sont juifs (c'est la définition de Nuremberg). Mais quel critère permettra de décider que les grands parents sont juifs, sinon celui même qui est énoncé, et ceci à l'infini ? » remarque David Cohen²⁵. De même, pour la loi du retour israélienne, sauf qu'en réalité cela plaide pour une existence historique nationale, plus difficile à définir qu'une appartenance religieuse ritualisée. « Être nationaliste c'est être authentique²⁶. »

En somme c'est ce « reproche » d'arbitraire, que l'on fait aux Juifs en Israël : ils ne sont pas d'ici ! De quel « droit » sont-ils donc sur cette terre ? (Mais à la fin qui a un droit sur quoi que ce soit aujourd'hui ?) *Le Juif errant est arrivé*, écrivait Albert Londres, dans les années trente. Mais d'une part la nation juive ne s'est jamais constituée exclusivement à partir des liens du sang ou d'un territoire, d'autre part elle est précisément à l'origine de cette idée de nation qui est la nôtre : une réalisation historique dont les frontières ne sont pas aisées à tracer, parce qu'elle se rattache à une origine commune, mais qu'elle a ensuite été façonnée par une histoire commune et surtout parce qu'elle tient de manière décisive par des liens actuels et une volonté, un idéal, une ambition ou une intention, même dans l'adversité, une promesse.

« Il relève Israël son serviteur, Il se souvient de son amour, de la promesse faite à nos pères en faveur d'Abraham et de sa race (sa descendance) à jamais. » (Magnificat ! La « Fille de Sion » qui l'a prononcée, puis transmise ne pensait qu'à son seul peuple alors²⁷.)

« L'an prochain à Jérusalem », disent tous les Juifs depuis des millénaires à Pessah. Faudrait-il à présent qu'ils se retirent de la vieille ville, comme entre 1948 et 1967, pour laisser la place à ceux qui viennent ici pour les tuer ? N'oublions pas une chose : quelle que soit la légitimité des Juifs européens pour fonder un « État pour les Juifs » sur la terre d'Israël, la poignée de ceux qui ont échappé à la Shoah grâce au sionisme (600 000 quand dix fois plus ont disparu dans les cheminées), ce nombre s'est augmenté dans les dix ans qui ont suivi par l'afflux de 900 000 Juifs originaires des pays arabes : il y a donc eu échange de populations, l'expulsion des Juifs des pays orientaux (ou leur départ contraint : Iraq entre 1941 et 1951, Yemen, Égypte en 1957, Algérie après 1962, Tunisie, Iraq, Lybie en 1969, Iran en 1979, Liban en 1982, etc.) compte à présent à part égale dans la relation d'Israël à cette terre. Ce sont eux, parce qu'ils comprenaient l'arabe, et connaissaient les Arabes, qui portèrent le Likoud et Menahem Begin au pouvoir en 1976. Ils n'ont pas échappé à la Shoah, mais à la dhimmitude, c'est-à-dire un statut d'infériorité et d'oppression sous l'islam²⁸.

24. <https://fr.timesofisrael.com/la-clause-des-petits-enfants-de-la-loi-du-retour-de-nouveau-sur-la-sellette>.

25. DAVID COHEN, *L'Homme. Ses bizarres idées de bonheur*, Les provinciales, 2006, page 258.

26. MICHAËL BAR-ZVI, *La Pensée anthume*, Les provinciales, 2019.

27. Évangile selon saint Luc, 1,46 -56. Cf. JOSEPH RATZINGER, *La Fille de Sion, Parole et Silence*, 2010.

28. Cf. le classique indispensable de BAT YE'OR : *Le Dhimmi. Profil de l'opprimé en Orient après la conquête arabe* [1980], Les provinciales, 2020

« *Le peuple juif a été inventé* » dit Shlomo Sand à ceux qui veulent l'entendre... Mais l'Église a été inventée, la nation française a été inventée ! et si l'ancien Israël a été le modèle et l'inspiration de toutes les nations d'Europe – quel sort attend les nôtres ? Nul n'est plus grand que son maître ! Pour l'hébraïsant Immanuel Castel, Petit frère de Charles de Foucauld qui vécut quarante ans à Bné Brak, quartier ultraorthodoxe proche de Tel Aviv, le peuple juif est un peuple : « *le seul vrai peuple* », disait-il. Comme l'a écrit Boutang :

« *l'effigie de David et celle de Salomon, la politique de nos rois en France – avant Bossuet, de l'aveu même de Machiavel – était "tirée de l'écriture sainte", et les nations, jusque dans l'hérésie jacobine et révolutionnaire, imitaient un dialogue immortel entre la naissance et l'obéissance au Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob*²⁹. »

Oui c'est le Dieu d'Israël qui a « inventé » ce peuple, son choix l'a tiré du néant et lui fera parcourir un « long chemin ». C'est l'arbitraire de l'élection qui ne passe pas et qui rend le monde fou de jalousie.

2. Y a-t-il un complot juif mondial ? (Alain Soral)

Certes les Israéliens sont aidés militairement et financièrement par les États-Unis, Grand Satan et petit Satan selon les Mollahs... Mais qui donc peut se passer d'alliés ? et où en trouver un autre ?

Du début de leur Mandat sur la Palestine jusqu'à la guerre de 1948, l'attitude des Britanniques devint de moins en moins favorable aux Juifs : chargés par la Société des Nations à la Conférence de San Remo (1920) de permettre la création d'un « *foyer national juif* » en Palestine, ils l'utilisent tout de suite pour rétribuer leur allié du Hedjaz, en donnant 77% de la Palestine mandataire pour créer la Transjordanie. Ils freinent l'immigration juive en Palestine³⁰ puis la stoppent brutalement avec leur Livre Blanc en 1939, au moment où elle devient le plus nécessaire. Finalement, en 1948, ils préparent le terrain pour que le roi Abdallah s'empare des régions arabes du pays après la fin du mandat. La Transjordanie deviendra la Jordanie après l'annexion de la « Cisjordanie ». En dépit de la Déclaration Balfour (1917), les Britanniques ne sont pas des alliés.

Avant eux ni le Grand Turc, ni le Pape (Herzl est allé le voir...), ni même les Juifs d'Europe n'auront finalement aidé les sionistes à créer leur État³¹, et il aura fallu en définitive que Menahem Begin et l'Irgoun expulsent les Britanniques en faisant exploser le King David³². Les Soviétiques (Andrei Gromyko) soutiendront la création de l'État et condamneront l'agression des pays arabes en 1948, mais ils lâcheront vite les Juifs ensuite pour exploiter l'antiimpérialisme des Arabes. C'est l'héritage marxiste et stalinien, l'antisémitisme virulent que formule *La Question juive* : « *Quel est le culte profane du Juif ? L'argent. (...) Dans sa dernière signification, l'émancipation juive consiste à émanciper l'humanité du judaïsme*³³. » La France – après avoir aidé les Juifs à mettre au point leur dissuasion nucléaire à Dimona dans les années cinquante, et participé avec les Britanniques à l'opération de Suez contre Nasser en 1956 – déclarera l'embargo sur les armes en 1967 (ses Mirages ayant toutefois permis une éclatante victoire) pour satisfaire « la politique arabe de la France » puis entraîner l'Europe entière dans celle-ci.

Restent donc les États-Unis, seuls à avoir su ménager les deux partis, arabe et juif³⁴. Leur relation à Israël est cependant devenue plus conflictuelle depuis la fin de la guerre froide : *L'Holocauste dans la vie américaine*, de l'universitaire Peter Novick³⁵, a ainsi marqué une certaine institutionnalisation des critiques de l'influence juive sur la politique intérieure et extérieure de ce pays. Surtout, Barak Obama s'est montré très peu hostile à la nucléarisation de l'Iran, et les graves contestations contre la politique de Netanyahu pendant la réforme de la Cour

29. PIERRE BOUTANG, *La Guerre de six jours*, op. cit.

30. Mais pas l'immigration arabe ! 100 000 Arabes entreront encore en Palestine entre 1936 et 1945. Les sionistes organiseront l'exfiltration clandestine des Juifs hors de l'Europe en guerre (Allyah B).

31. Heureusement il y a eu le banquier Edmond de Rothschild.

32. 95 morts dans les décombres de ce qui était alors l'état-major des Britanniques : mais c'est parce qu'ils n'avaient pas pris au sérieux le coup de fil du combattant clandestin qui se cachait à Jérusalem pendant la guerre, déguisé en rabbin.

33. KARL MARX, *La Question juive*.

34. Ils perdent le Shah en 1979 mais ils avaient repris l'Égypte aux Russes en 1976 et gardent fermement les Saoudiens. Inutile d'insister sur l'imprégnation des capitaux arabes aux États-Unis, que le véritable « *coming out* » antisémite des grandes universités américaines en 2024 a révélé (démission de la président de l'Université de Colombia, notamment.

35. Traduit en français chez Gallimard en 1999

Suprême, et depuis la guerre ont été organisées et soutenues par des Démocrates américains, le principal quotidien juif de gauche, le *New York Times*, et George Soros, etc. Depuis dix mois l'ambiguïté de l'administration Biden vis-à-vis d'Israël est évidente et très dangereuse : ils aident, mais pour tenir le petit État, qui lui joue sa survie.

Shmuel Trigano a noté qu'Israël à l'occasion de cette Seconde guerre d'indépendance doit ouvrir un « *nouvel âge du sionisme* » en regagnant sa souveraineté³⁶. C'est un des enjeux de la guerre actuelle. Israël n'est pas une forteresse, ni un ghetto. Il a donné au monde sa Parole, la Parole divine du Dieu tout puissant d'Israël. C'est apparemment ce que le monde n'admet pas.

En réalité Israël ne fait partie d'aucun « empire », mais a lutté tôt ou tard contre tous les empires, assyrien, babylonien, perse, grec, romain, chrétien, musulman et depuis sa création américain ou russe : c'est « *Babel ou Israël*³⁷ » – à tel point semble-t-il que toutes les nations européennes paraissent avoir été bâties sur son modèle, en construisant des souverainetés nationales qui s'émancipèrent peu à peu des structures impériales d'inspiration païenne, créant leur propres langues, leurs arts et leurs lois, qui ont fait la beauté chatoyante des nations en Europe : la grande création chrétienne.

N'oublions pas qu'au premier siècle la Judée était occupée par les Romains, que leur collaborateur Hérode n'était pas né dans une famille juive mais qu'il était iduméen, que le Grand prêtre, à Jérusalem, était nommé par les Romains et que ce sont eux, l'Empire – c'est dit dans l'Évangile : les Juifs n'avaient pas le droit de tuer – qui ont tué Notre-Seigneur-Jésus-Christ, authentique « *patriote juif* », comme disait Bossuet, et « *Roi des Juifs* » comme l'a écrit Pilate.

L'idée d'un complot juif mondial a été principalement inspirée par les *Protocoles des Sages de Sion*, « *best-seller de l'entre-deux guerres* », « *censé révéler les terribles secrets des dirigeants du "judaïsme mondial"* » et leur projet de « *domination planétaire*³⁸ ». La fondation du premier Congrès sioniste à Bâle en 1905 a été rattachée par la propagande antisémite à ce soi-disant projet de domination planétaire alors qu'il ne s'agissait que d'apaiser le « *malheur d'un destin ancien* » (Léo Pinsker) et de permettre le « *rassemblement des exilés* ». (Comme le dira quelques années plus tard Herzl dans son Journal : « *À Bâle j'ai fondé l'État juif* ».)

Fabriqué à Paris en 1900 par la police tsariste (l'Okhrana) : les Protocoles sont une simple paraphrase du *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu*, pamphlet oublié de Maurice Joly, publié à Bruxelles en 1864 contre Napoléon III. Le but de ce faux programme était de « *disqualifier toute tentative de modernisation "libérale" de l'Empire tsariste en la présentant comme une affaire juive* ». Non reconnu comme faux mais lancé dans les années 1920 par le *Times* de l'Angleterre du Mandat et aux États-Unis, puis en France et en Allemagne à partir de 1933, « *les Protocoles ont été exploités pour expliquer après coup le déclenchement de la Grande Guerre et la défaite de l'Allemagne par une machination juive* », dénoncer le capitalisme ou la haute finance internationale.

Toujours à l'œuvre dans les pays musulmans notamment (des centaines d'éditions en arabe, une série populaire de la télévision égyptienne en a été tirée dans les années 2000), ce que Pierre-André Taguieff a appelé « *le retour du plus célèbre faux de la littérature antijuive dans l'actualité politique récente, depuis les années 1980* » est le « *véhicule privilégié d'un mythe politique moderne, celui de la conspiration juive mondiale*³⁹ ».

36. SHMUEL TRIGANO, *Le Chemin de Jérusalem*. *op. cit.*

37. OLMIER VÉRON, *Dans le regard de Pierre Bou-tang. Babel ou Israël*, Les provinciales coll. « Israël et la France », 2021.

38. PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usage d'un faux*, Berg international, 2004.

39. Idem. Le livre est notamment cité dans la Charte du Hamas.

3. Y a-t-il eu épuration ethnique, « péché originel » d'Israël ? (Ilan Pappé)

À la fin des années quatre-vingt les « nouveaux historiens » israéliens (Tom Seguev, Benny Morris, Ilan Pappé...) ont purement et simplement adopté le narratif palestinien⁴⁰. Ce narratif a pour objectif de prouver qu'Israël est un État illégitime. Les Palestiniens décrivent Israël comme étant conçu et né dans le péché, et « *le sionisme comme une idéologie de la force visant, dès le début, à conquérir et à expulser les pauvres Palestiniens désarmés.* »

Israël est accusé de « *purification ethnique* » : l'expulsion systématique et délibérée des Palestiniens afin de favoriser l'immigration juive⁴¹.

Il y eut deux phases dans la guerre : d'abord une guerre entre civils juifs et palestiniens qui refusent tout plan de partage (depuis décembre 1947 jusqu'à la fin du mandat britannique.) La deuxième phase est l'invasion par les armées arabes régulières le 15 mai 1948 jusqu'à la mi-1949 (en conséquence les Palestiniens disparaissent du conflit pendant plusieurs décennies).

En dépit de la rhétorique arabe qui impressionna les Israéliens, les pays arabes étaient incapables de « jeter les Juifs à la mer » et voulaient surtout éviter l'effondrement total de la société palestinienne et de trop nombreux réfugiés⁴².

Précocement abandonnés par les notables qui avaient pris la fuite, précipitant l'effondrement de la société palestinienne, les Arabes négligèrent de créer les structures centrales politiques, financières, administratives et militaires, et préférèrent mener la lutte depuis l'étranger – d'où une rapide détérioration.

Y a-t-il eu un projet juif prémédité d'expulser les Palestiniens ? Non. En mars 1948, la Haganah achevait ses préparatifs pour après le mandat. Un projet – dont le nom de code était « D » (Dalet) – prévoyait d'assurer la continuité territoriale du futur État juif et de s'emparer de tous les territoires au sein de cet État, y compris les enclaves arabes dans les villes et à la campagne. Des intellectuels palestiniens ont affirmé que le plan Dalet avait pour objectif principal l'expulsion des Arabes du pays. Walid Khalidi établit un lien entre ce plan et des débats antérieurs des sionistes, affirmant que les principes de ce projet militaire étaient dans l'idéologie sioniste depuis le XIX^e siècle.

Quelques universitaires ont fait du plan Dalet une véritable « doctrine militaire » qui aurait orienté les opérations de la Haganah après la fin du mandat britannique. Or, à partir du 15 mai, ses opérations furent déterminées par l'invasion des armées arabes et non par ses propres plans. Lorsque Tsahal reprit l'initiative début juin, le plan n'était plus qu'un anachronisme oublié.

Ilan Pappé soutient que le plan Dalet était une « *super-ligne directrice* » pour une « *épuration ethnique* ». Selon lui, le plan « *reflétait l'aspiration idéologique des sionistes du pays à créer une continuité territoriale juive maximale, sans la moindre présence arabe, condition préalable à l'établissement d'un État-nation exclusivement juif.* »

Alors, le moins que l'on puisse dire c'est que l'« épuration ethnique » n'a pas bien réussi et que la Hagannah s'est montrée dans ce domaine particulièrement inefficace : les Arabes représentent aujourd'hui (hors territoires disputés) environ 20% des citoyens israéliens !

En réalité le plan Dalet était fondamentalement défensif. Il avait pour objectifs : 1) défendre les frontières de l'État juif selon la ligne de partage ; 2) assurer sa continuité territoriale face à des tentatives d'invasion ; 3) préserver la liberté de circulation et la routine quotidienne.

40. YOAV GELBER, *Palestine 1948. Guerre d'indépendance ou catastrophe ?* tr. fr. Claire Darmon, Les provinciales, 2013, page 13. Ce livre est la référence incontournable en ce qui concerne la guerre de 1948, et il est la source principale de cette partie.

41. Idem, page 22.

42. Idem, page 19.

La planification au niveau de l'état-major se limitait aux grandes lignes générales. Le plan Dalet « *n'avait rien d'idéologique. Il constituait une réponse pratique à une menace qui se précisait* ». Le retrait britannique ayant commencé avant la date prévue (à la mi-avril 1948) s'effectua plus lentement et progressivement : le plan Dalet n'eut plus ni jour J ni heure H et dut être modifié à la hâte pour tenir compte de la nouvelle menace d'une invasion par les armées arabes. Les gains militaires furent le résultat d'initiatives locales qui exploitèrent les conditions sur le terrain, sans tenir compte de ce plan. En plusieurs endroits, les troupes arabes furent plus rapides à saisir l'occasion que les unités locales de la Haganah⁴³.

Sur 75 pages un seul paragraphe du plan Dalet a pu être exploité par les antisionistes : « *Encercler le village et le fouiller. En cas de résistance – annihiler la force armée et expulser la population au-delà de la frontière... Si aucune résistance n'est opposée, une garnison stationnera dans le village... Le commandant de la garnison devra confisquer toutes les armes... Tous les suspects politiques devront être arrêtés. Après avoir consulté les autorités politiques compétentes, nommer des institutions locales pour administrer les affaires intérieures du village.* » Le texte précise pourtant sans équivoque que l'expulsion concernait uniquement les villages qui combattraient contre la Haganah et résisteraient à l'occupation, et non tous les hameaux arabes⁴⁴.

Walid Khalidi et ceux qui l'ont suivi ont présenté les instructions d'expulsion comme le thème principal du plan Dalet. Ils ont, en outre, déformé sa signification en les présentant comme un ordre général concernant tous les Arabes de tous les villages. Le texte est pourtant très clair. La contribution de ces paragraphes à l'élaboration d'une politique à l'égard de la population arabe fut insignifiante. Le plan avait pour objet de se préparer à l'invasion arabe, pas d'expulser les Palestiniens.

Le plan Dalet ne fut pas la principale raison de la fuite en masse des Arabes palestiniens. En avril 1948, quelques opérations de l'Irgoun et du Lehi terrifièrent les Palestiniens et suscitèrent une panique qui se propagea rapidement dans le pays. La plus célèbre fut l'attaque conjointe par les deux organisations dissidentes du village de Deir Yassin, à l'ouest de Jérusalem. Cette attaque fit de lourdes pertes parmi les habitants du village. Cependant, ce qui se passa ce jour-là est demeuré extrêmement contesté. Si l'attaque ne fut pas une glorieuse opération, un véritable gouffre sépare ce qui se passa dans le village des histoires de massacre propagées à l'époque et jusqu'à aujourd'hui⁴⁵. Les Palestiniens ont voulu ternir l'image d'Israël aux yeux du monde et le rendre responsable du problème des réfugiés. La gauche israélienne a exploité Deir Yassin pour calomnier « les dissidents ».

Le nombre de réfugiés (« les fugitifs seulement ») : Avant la guerre, 727 000 Arabes vivaient dans les frontières d'Israël dont 165 000 étaient restés sur place ou étaient revenus fin 1949. Le nombre de réfugiés ne pouvait donc pas dépasser 560 000. Si l'on prend en compte les victimes et le départ des Arabes non palestiniens pour leur pays d'origine, le nombre de réfugiés ne pouvait excéder 520 000. Trois ans plus tard, Israël corrigea ses calculs antérieurs pour arriver au chiffre de 630 000 réfugiés. À la même époque, 880 000 personnes recevaient des rations alimentaires de l'UNRWA. L'agence admit qu'il se produisait de nombreuses falsifications⁴⁶.

L'actuel mythe d'un « génocide » (ou « guerre d'extermination » à Gaza, déjà utilisé en 1982⁴⁷, à Jénine en 2004, et périodiquement depuis) à l'égard d'une population arabe palestinienne qui connaît la plus forte croissance démographique au monde et qui a décuplé en un siècle, atteignant deux millions en 1990, et 5,2 millions en 2023 paraît l'héritière de cette idée d'épuration ethnique qui s'appuie sur les mythes du caractère sanglant du peuple juif, de son indifférence à la morale universelle et en particulier chrétienne, de son exclusivisme de principe, ce qui nous amène à la question suivante :

43. Idem, page 115.

44. Idem.

45. Idem, pages 117-130.

46. Idem, pages 365-366.

47. KRIEDEL, *op. cit.*, page 49.

4. Le sionisme est-il une forme de racisme, l'État d'Israël pratique-t-il l'apartheid ? (Mgr Desmond Tutu, Omar Barghouti, Rima Hassan)

Une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies porte le titre : « Élimination de toutes les formes de discrimination raciale ». Elle a été votée par une majorité issue de la décolonisation et de la stratégie pro arabe des Soviétiques et affirme que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». Adoptée en novembre 1975, cette résolution a été « révoquée » en décembre 1991 pour ouvrir la voie des accords d'Oslo. Mais a-t-elle jamais disparu des esprits ?

Ainsi Monseigneur Desmond Tutu, archevêque d'Afrique du Sud, prix Nobel de la Paix pour avoir contribué à l'abolition de l'apartheid a déclaré à plusieurs reprises que l'occupation israélienne s'apparentait à ce que l'Afrique du Sud avait connu. « C'est une crise des droits de l'homme enracinée dans quelque chose de comparable au système d'apartheid de propriété et de contrôle des terres », disait-il (2014). Comme pour l'Afrique du Sud, il appelait à des sanctions et à un boycott mondial, considéré comme non-violent.

Dans cette logique le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) a été fondé par le Palestinien Omar Barghouti pour appeler à « boycotter tous les produits en provenance d'Israël ainsi que les échanges culturels et les rencontres académiques », à suspendre « tous les accords de libre-échange et autres accords de préférence commerciale avec Israël. » Contrairement à la plupart des partisans européens de la campagne BDS, Omar Barghouti a le mérite d'être clair : « Le mouvement BDS (...) considère que l'interdiction d'importer les produits des colonies n'est qu'une étape vers le boycott de tous les produits israéliens⁴⁸ ». « Face à cette alliance fatale du capitalisme sauvage et du racisme-colonialisme israélien, le mouvement BDS représente une forme progressiste, antiraciste, morale et efficace de résistance civile non violente », affirme-t-il.

Sauf que, comme le rappelle Pierre-André Taguieff dans Israël et la question juive, « le boycottage est un acte de guerre. On vise à affaiblir l'ennemi tout en le délégitimant, en vue de l'éliminer. Telle est en effet la conclusion logique de la définition d'Israël comme un État colonialiste et raciste. Cette définition est une condamnation à mort de l'État juif⁴⁹. » Ainsi « la campagne BDS présente bien des analogies avec l'opération de boycottage lancée par les nazis en avril 1933 contre les Juifs allemands, stigmatisés (alors) comme les plus redoutables « ennemis de l'État » (...) L'idée d'un boycottage en tant que forme de chantage revenait à Joseph Goebbels. (...) le boycottage des commerces, des médecins et des avocats juifs (...) avait ouvert la voie à la persécution légale, en la rendant plus acceptable ». Il est vrai qu'à l'époque « Les Juifs sont dénoncés comme des inspireurs et des alliés du marxisme ». Aujourd'hui « la campagne BDS mêle inextricablement les objectifs économiques aux motifs d'ordre moral : il s'agit d'isoler sur tous les plans, mais surtout (...) de rendre acceptable la disparition de l'État juif (...). Opérer une discrimination au nom des droits de l'homme, et donner une respectabilité politico-morale au projet criminel d'éliminer un État-nation », écrit Taguieff⁵⁰.

Rima Hassan, née « apatride » mais devenue française et député européen de La France insoumise, a terminé ses études de droit public international à la Sorbonne par un mémoire comparant l'Afrique du Sud et Israël sur la question de l'« apartheid » et c'est ainsi qu'elle se sera fait connaître. Dans un colloque organisé au Sénat par Esther Benbassa (universitaire « antiraciste » et sénatrice Écologie les Verts) le 23 février 2023, elle avait exposé sa « politique » pour le Proche-Orient, rappelant que la qualification juridique du crime

48. C'est-à-dire que les « colonies », dans ce langage, sont les territoires arrachés à la Jordanie en six jours de juin 1967 et au statut encore indéterminés : majoritairement peuplés d'Arabes « palestiniens », on y trouve néanmoins quelques « colons », c'est-à-dire des habitants et des travailleurs juifs ayant, eux, la nationalité israélienne. Du point de vue de M. Barghouti, ces territoires sont voués à être « palestiniens » et exclusivement peuplés de « Palestiniens », donc entièrement débarrassés de la présence physique ou économique juive (Judenrein, contre toute logique antiraciste).

49. PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF, *Israël ou la question juive*, Les provinciales, 2011, page 209 (livre publié avec un bandeau rouge « Boycott pour un massacre », inspiré ironiquement du pamphlet de Céline, *Bagatelles pour un massacre*).

50. *Idem*, page 219.

d'apartheid avait précédemment abouti au « démantèlement » du régime africain : les Palestiniens doivent renoncer à un État, disait-elle – du coup les Israéliens devront choisir entre la démocratie et le crime d'apartheid. Trop fort ! En réalité, plus que son discours, c'est son parcours qui plaide en faveur des restrictions soi-disant « discriminatoires » vis-à-vis de la citoyenneté : car ce que l'on ne dit jamais, c'est que la discrimination israélienne n'est pas entre Juifs et Arabes, comme Rima Hassan et ses pareils le prétendent, mais entre les « Palestiniens » qui demeurent les ennemis déclarés de « l'entité sioniste » et les Arabes israéliens, qui ont tous les droits des Juifs en Israël (sauf qu'ils ont aussi le privilège de pouvoir être exemptés de service militaire et d'accéder à l'Université trois ans avant ceux-ci). Si Israël avait donné la nationalité israélienne à tout soi-disant « réfugié », Rima Hassan serait déjà certainement députée à la Knesset, comme le sont actuellement plusieurs élus arabes anti-sionistes. Pourrait-elle nous expliquer plutôt comment elle a réussi à quitter « à deux ans » une « prison à ciel ouvert » : par un tunnel ?

Les citoyens israéliens arabes bénéficiant de l'égalité de droits, Israël n'a rien à voir avec le régime ouvertement raciste des Afrikaners, et cette idée d'apartheid n'est qu'une arme de guerre juridique, qui repose sur le fait que les « Palestiniens », c'est-à-dire les ennemis d'Israël n'ont pas des droits de citoyens israéliens, puisqu'ils ne sont pas israéliens : ils sont privés du privilège de la citoyenneté israélienne, la belle affaire. C'est une tautologie, la simple définition de n'importe quelle nationalité. La reprocher à Israël c'est traduire en langage pseudo-juridique la détestation générale de la loi du retour, dont seuls Juifs ont le bénéfice, et la conception du sionisme ayant fait d'Israël par essence l'État des Juifs (*der Judenstaat*). C'est pourquoi Netanyahu insiste pour demander à ses interlocuteurs internationaux la reconnaissance d'Israël comme État des Juifs. Quel intérêt sinon : il est clair que le seul sens d'Israël est d'être un État à majorité juive, c'est sa seule nouveauté historique.

« La création de l'État d'Israël fut la seule rançon, la seule création positive répondant à l'horreur infinie de la seconde guerre mondiale. Cette guerre finalement "victorieuse", libérant quelques-unes des nations opprimées, consacrant ou renouvelant la servitude de beaucoup d'autres, n'a symboliquement et directement produit que cette liberté-là⁵¹. »

Par mimétisme les Palestiniens revendiquant le droit au retour à l'intérieur même du territoire israélien d'un nombre incalculable de descendants de réfugiés estimant avoir des droits sur lui grâce à l'unique et inexplicable perpétuation (et rémunération) de leur statut par l'UNRWA elle-même : c'est pour la destruction du seul État des Juifs qu'ils agissent de la sorte et leur prétention juridique inacceptable n'est qu'un prétexte pour maintenir l'état de guerre (faire échouer par exemple, comme Arafat, les négociations avec Ehoud Barak à Camp David en août 2000, et « déclencher » dans la foulée une nouvelle « Intifada »).

Mais je vous le demande, pourquoi avons-nous le dégoût du racisme (et du nazisme), sinon du fait de la pensée juive, la pensée biblique ?

Dès l'origine le judaïsme n'a jamais présenté d'unité raciale⁵². Toute différence entre les hommes nous révolte ; tous les hommes ont le même père, Adam, pour qu'aucun ne se croie supérieur. D'où cela vient-il ?

Vladimir Zeev Jabotinsky, juif russe originaire d'Odessa, écrivain talentueux, traducteur de Baudelaire, théoricien du sionisme révisionniste a été l'inspirateur de la politique du « mur de fer » en Israël, c'est-à-dire d'une politique de défense puissante, parce qu'il avait deviné, contrairement aux « progressistes » du parti travailliste, qu'il leur faudrait « une haie », que les Arabes n'allaient pas accepter avec enthousiasme la constitution d'un foyer national juif en Palestine.

51. PIERRE BOUTANG, *La Guerre de six jours*, op. cit., page 27.

52. MICHAËL BAR-ZVI, *Le Sionisme*, op. cit., pages 13-14.

Menahem Begin qui fonda le Likoud, devint Premier Ministre et fit la paix avec Anouar el Sadate, en rendant le Sinai aux Égyptiens sans contrepartie, aura été son principal héritier politique ; le grand-père des Netanyahu (Yonni mort dans l'opération antiterroriste d'Entébé et Benyamin l'actuel Premier ministre d'Israël), un historien de premier ordre avait été son secrétaire. Jabotinsky écrit dans son autobiographie :

« Je déteste à un point extrême, de manière organique, d'une haine qui échappe à toute justification, à la rationalité et à la réalité même, toute idée montrant une différence de valeur entre un homme et son prochain. Cela ne relève peut-être pas de la démocratie mais de son contraire : je crois que tout homme est un roi, et si je le pouvais-je créerais une nouvelle doctrine sociale, la doctrine du "pan-basilisme"⁵³... »

À l'inverse, de quoi est faite la pensée des ennemis d'Israël ?

Façonnés par quatre siècles de discriminations prévues par la charia entre musulmans et dhimmi, les Turcs ont perpétré le génocide arménien jusqu'en Syrie-Palestine et ils en ont transmis le « modèle » à leurs alliés prussiens. Dès les années 1920 les nazis contribuèrent financièrement et idéologiquement à la création des Frères Musulmans en Égypte, mouvement aujourd'hui mondial et dont la branche palestinienne est le Hamas⁵⁴. « Qui se souvient du génocide arménien ? » disait Hitler en préparant la destruction des Juifs d'Europe. Il mit en œuvre la Solution finale du problème juif et réussit à en vider l'Europe. Dans les années quarante Hadj Amin Al Hussein, que les Britanniques avaient fait Grand Mufti de Jérusalem, était son allié pour soulever les musulmans et appliquer la « solution finale » au Proche-Orient. Il commanda la division musulmane sur le front Est. Après la guerre des dizaines d'anciens nazis trouvèrent refuge dans les pays arabes, en Syrie et en Égypte notamment où ils devinrent souvent musulmans, changèrent de nom et structurèrent la propagande, celle de Nasser notamment. Yasser Arafat le cousin du Mufti continua de prêcher en arabe la guerre sainte contre Israël, tout en jouant en anglais aux hommes de paix auprès des Occidentaux.

« La raison d'être de la "nation arabe", c'est la destruction d'Israël », écrivait Pierre Boutang à l'époque de l'agression des Juifs au nom du panarabisme, en 1967⁵⁵.

Mais de manière plus fondamentale l'islam récuse la liberté religieuse et l'égalité des droits humains : les pays musulmans ont substitué à la Déclaration Universelle des Droits de l'homme de l'ONU, une déclaration des Droits de l'homme en Islam (Organisation de la Conférence Islamique, le Caire, 1990), fondée sur la charia, qui ne reconnaît pas le droit de changer de religion et n'a que peu à voir avec son intitulé pompeux : « Tout homme a le droit d'exprimer librement son opinion pourvu qu'elle ne soit pas en contradiction avec les principes de la Charia. »

C'est sur la Charia que sont fondées les discriminations politiques et sociales envers les « dhimmi », les « protégés » qui sont en fait les minorités indigènes d'avant la conquête islamique et sur lesquelles reposent la cohésion et l'économie de l'Oumma (communauté des croyants). Sous l'apparence d'une totalité communautaire, celle-ci s'est en effet nourrie historiquement et fondamentalement du jihad contre les « infidèles » et du statut discriminatoire qui leur était imposé dans les pays conquis (notamment les lois du mariage assurant leur exténuation démographique ainsi que la *jizya*, un impôt spécifique les poussant à la conversion⁵⁶).

Cette attitude discriminatoire fondamentale fondera les musulmans à organiser la traite et l'esclavage des noirs (cf. Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Gallimard, 2004.)

53. VLADIMIR ZEEV JABOTINSKY, *Histoire de ma vie*, traduit de l'hébreu par P. Lurçat, Les provinciales, 2010.

54. Livre de MATTHIAS KÜNTZEL sur les Frères musulmans, inédit en français (en cours de traduction).

55. PIERRE BOUTANG, *La Guerre de six jours*, op. cit., page 14.

56. BAT YE'OR : *Le Dhimmi*, op. cit.

Cet aspect est nié ou enjolivé par les défenseurs d'un islam prétendument laïc, tolérant et égalitaire. L'universitaire Leïla Babès prouve cela dans l'article « islam » du *Dictionnaire historique et critique du racisme* (dir. Pierre-André Taguieff, PUF, 2013), qui enchaîne les poncifs dissimulant la nature fondamentalement discriminatoire de l'islam : elle commence ainsi, sans jamais élargir (et pour cause) sa généralité : « *D'après le Coran, l'unique critère de distinction entre les Musulmans (je souligne) est le degré de piété. Les appartenances de classe, de race, de lignée, de couleur et de sexe n'entrent nullement en compte dans le statut du croyant ici-bas comme dans l'Au-delà.* » Nous voilà rassurés !

Il est écrit (dans le Coran) : « *Les croyants sont égaux comme les dents d'un peigne* »... et Mme Leïla Babès reconnaît seulement que ce qu'elle appelle curieusement « *les normes d'un tel universalisme égalitaire* » sont loin d'avoir toujours été respectées dans l'histoire.

Ni son article ni le *Dictionnaire* d'ailleurs, ne se penchent sur la condition du « dhimmi » ou des « kuffar », dont il est dit simplement que « *si les polythéistes sont voués à la Géhenne, le statut de ce que le Coran appelle les Gens du Livre est ambigu* ». Ambigu ! Lisez plutôt le livre de Bat Ye'or qui l'a fait connaître, à trente-cinq ans, des islamologues du monde entier⁵⁷ : *Le Dhimmi. Profil de l'opprimé en Orient et en Afrique du Nord depuis la conquête arabe* (1980). Mme Leïla Babès reconnaît qu'une certaine dérive chez les islamistes conduit « *à considérer toute opinion "hétérodoxe" comme un acte d'apostasie, donc passible de la peine capitale* ».

Je crois que l'on peut s'interroger sur le sens et le caractère *ambigu* de ce « donc ».

Le Coran n'a pas aboli l'esclavage, et « *il se pratique encore en Arabie Saoudite, au Soudan, en Lybie, au Niger, au Tchad, au Mali, en Mauritanie* », reconnaît-elle, mais « *depuis que le Calife Omar (632-645) interdit d'asservir les musulmans, les esclaves furent importés d'Afrique noire et d'Europe orientale* ». Il semblerait que si les Juifs sont traités de « *singes et de porcs* », c'est « *selon une interprétation abusive d'un verset coranique qui se rapporte à un récit talmudique* » : le mépris à l'égard des Juifs, auxquels on dénie l'appartenance à l'espèce humaine, semble ainsi provenir du Talmud... et d'une mauvaise lecture du Coran !

Mme Leïla Babès écrit surtout d'une manière vraiment étonnante pour un Dictionnaire scientifique dirigé par Pierre-André Taguieff :

« *L'antisémitisme arabe et musulman, véhiculé par la littérature, les médias, et la prédication, trouve sa source dans la création de l'État d'Israël*⁵⁸ »

Voilà de quoi envoyer tout historien sérieux au tribunal, notamment Georges Bensoussan, qui a dû faire face à trois procédures juridiques l'accusant de racisme parce qu'il avait employé à France culture une formulation imagée déclarant que « *les musulmans têtent l'antisémitisme à la mamelle*⁵⁹ ». Il les a gagnées. Mais c'est ainsi que Mme Leïla Babès sauve sa peau...

Annie Kriegel écrivait en 1982, dans *Israël est-il coupable ?* « *À l'épreuve, l'antisionisme ne fait plus trop d'embarras pour se démaquiller et laisser apparaître son visage nu : celui de l'antisémitisme révolutionnaire et socialiste. Ce que l'antisémitisme raciste fut naguère au nazisme, l'antisionisme l'est aujourd'hui au communisme : il révèle son essence, il est aussi au cœur de sa stratégie de conquête et d'expansion* ».

C'est la dérive de l'égalitarisme démocratique ou totalitaire qui se cabre contre l'idée même d'élection et d'Alliance : le choix divin.

57. Cf. BAT YE'OR, *Autobiographie politique. De la découverte du dhimmi à Eurabia, Les provinciales*, 2019.

58. LEILA BABÈS, art. « Islam », *Dictionnaire historique et critique du racisme*, sous la direction de Pierre-André Taguieff, PUF « Quadrige », 2013, pages 905-906.

59. Cf. GEORGES BENSOUSSAN, *Un exil français. Un historien face à la Justice*, L'Artilleur, 2021.

5. À qui appartiennent les « territoires » ? Qu'est-ce qu'un « colon » en Israël ? Que veut dire « libérer la Palestine » ? (Intermède historico-géographique)

« Aucune civilisation n'a réussi à s'implanter durablement dans la partie occidentale de la Palestine (entre la Méditerranée et le Jourdain) où il y a eu cependant continuité de la vie juive sur le pays ancestral des Hébreux et notamment à Jérusalem où les Juifs furent toujours majoritaires⁶⁰. » 25000 Juifs sur 39000 habitants de cette ville en 1889, 45000 sur 70000 en 1913.

Le Coran en revanche ne cite pas une seule fois son nom.

« Selon de nombreux récits de voyages cette Palestine occidentale est quasi désertique jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Lorsque commence vers 1880 le premier grand mouvement organisé de retour des Juifs européens, celle-ci n'est plus qu'une contrée dépeuplée et déboisée » où « les Arabes dans quelques bourgades (Naplouse, Ramallah, Jéricho, Hébron) ne subsistent que grâce aux liens avec ceux de l'autre rive (du Jourdain)⁶¹ ».

La situation commence à changer avec l'essor économique apporté par les sionistes : plus de 200 000 Arabes originaires des États voisins entrèrent en Palestine entre 1885 et 1935, calcule la commission Peel (1936). 100 000 autres y viendront entre 1936 et 1945⁶².

Libérer la Palestine, c'est donc la faire revivre et reverdir. Depuis quarante ans chaque année le KKL (Fond National Juif) fait planter des milliers d'arbres pour Tou Bishvat. Les Juifs en ont asséché les marais puis ils ont stoppé la désertification en replantant des arbres. C'est à présent « une terre ruisselante de lait et de miel » : qui en aura la garde ?

La longue marche du génocide arménien était venue mourir dans ces déserts de Syrie-Palestine en 1915. Mais après quatre siècles d'occupation ottomane pas très heureuse pour les Arabes (dont Lawrence d'Arabie saura soulever contre elle quelques tribus), les Britanniques reçoivent de la Société des Nations à la Conférence de San Remo en 1920 un mandat sur la Palestine, dans le but de garantir l'établissement du foyer national juif déjà évoqué par la Déclaration Balfour (1917) :

« Article 2. Le mandataire est chargé de placer le pays dans les conditions politiques, administratives et économiques qui garantiront la création du foyer national juif, comme indiqué dans le préambule, et le développement d'institutions autonomes, ainsi que de la sauvegarde de la société civile et les droits religieux de tous les habitants de la Palestine, sans distinction de race et de religion. »

Pourtant, dès 1922 ils amputent les trois quarts de ce territoire pour créer un premier État arabe « palestinien » dont l'administration sera confiée à la monarchie hachémite : la Transjordanie, devenue Jordanie après avoir annexé les « territoires » de Judée et Samarie en 1949 sous le nom de Cisjordanie. À l'issue de la guerre de 1948-1949 l'Égypte conquiert et administre la Bande de Gaza jusqu'en 1967. Pendant vingt ans personne ne se souciera d'un peuple palestinien, le panarabisme emmené par Nasser visant globalement à établir ou « rétablir » un pouvoir arabo-musulman sur toute la région.

Libérer la Palestine est-ce donc la libérer de ces empires (Babel) ou la remettre sous un nouveau joug totalitaire ?

« From the River to the Sea Palestine shall be free » : ici « free » veut dire sans Juifs, et la phrase, si vous regardez une carte entre la Méditerranée et le Jourdain, ne signifie que l'élimination complète d'Israël, absent des cartes palestiniennes, et des livres « éducatifs » palestiniens financés par les Européens, absent de tous les discours publics de leurs leaders, quoique ceux de

60. MICHAËL BAR-ZVI, *Le Sionisme, op. cit.*, pages 16-17.

61. *Idem*.

62. À comparer avec le nombre de réfugiés arabes après 1948 : entre 350 000 et 560 000.

l'OLP/AP (« Autorité palestinienne ») le reconnaissent du bout des lèvres par concession diplomatique (depuis les accords d'Oslo).

Les Émirats arabes unis et le royaume de Bahreïn ont signé en 2020 des accords avec Israël pour normaliser leurs relations. Avant eux, seuls trois des vingt-et-un États membres de la Ligue arabe avaient reconnu l'État d'Israël (l'Égypte, la Jordanie et la Mauritanie). Mais toujours pas le Hamas (la branche palestinienne des Frères Musulmans).

Nous l'avons vu avec la question du boycott : pour de larges populations arabes tout établissement de Juifs en « Palestine » est donc considéré comme illégal et tout Israélien est vu comme un « colon ». Aussi bien à Hébron (tombeau des Patriarches juifs d'où les Juifs furent chassés par le pogrom de 1929) et Naplouse (l'antique ville biblique de Sichem) que dans le désert de Judée ou à Tel Aviv (créée sur des dunes en 1910 par les Juifs de Jaffa) : comme s'ils étaient les représentants d'une puissance étrangère à ce pays dont le récit fondateur est la libération de l'esclavage et pour lequel l'Europe n'était plus que cendres derrière lui, après 1945, tandis qu'une nouvelle nuit s'abattait sur l'Orient.

Le problème est l'ignorance historique et géographique des « militants » : ils mènent une existence virtuelle et ils « s'émeuvent » à distance de ce qui ne les touche pas. C'est ce que Boutang, après Platon, avait appelé « la théâtrocratie ». En réalité :

« Les Palestiniens sont certes des victimes – depuis 1948 – mais ils sont loin d'être innocents, écrit Yoav Gelber. Ils sont les victimes de leur propre agressivité, de leur intransigeance et de leur manque de réalisme⁶³. »

Dans cette « théâtrocratie », usine à faux que les Israéliens appellent Pal-lywood, les Palestiniens exhibent ce qui est mensonger et dissimulent ce qui est vrai ; ils mettent en scène pour les réseaux sociaux des enfants prétendument tués par « la puissance occupante » (comme dans l'affaire du petit Mohamed Al Durah) et nient la double vie des « journalistes » et des médecins armés par le Hamas ; ils ignorent les tunnels de la mort qui débouchent dans les hôpitaux, les écoles et bien sûr dans les mosquées, mais ils croient savoir que des ambulances peuvent convoier des jihadistes armés ; ils circonviennent des experts et des Cours internationales pour fabriquer de faux rapports (comme Goldstone) et de fausses accusations, mais se targuent d'accords de paix qui ne sont que des « trêves » et ne durent pas plus de dix ans (comme le prescrit l'islam). Voilà en fait le problème numéro 1 des Arabes palestiniens, voilà leur véritable prison à ciel ouvert où ils se retrouvent effectivement piégés : les mensonges auxquels ils ont fini par croire, une mythologie puissante et mortifère, un « narratif » qui fonctionne si bien qu'ils en sont devenus les otages : une géopolitique révolutionnaire, négationniste et très lucrative, qui les dépasse, les a fixés dans ce camp du faux, un camp assez cossu pour les plus « chanceux » d'entre eux et plutôt confortable pour ceux qui n'en meurent pas (grâce à l'aide internationale et 180 tunnels qui permettaient le passage des véhicules commerciaux depuis l'Égypte).

On appelle cela le palestinisme, nouvelle idéologie antijuive qui se répand en Occident et ailleurs, avec le culte de la mondialisation et ses affaires de migrants. Ontologique pour une part⁶⁴, l'exil est un mal, qui doit être transitoire. Les Juifs expulsés ont été intégrés depuis longtemps grâce à la loi du retour. Les pays arabes au contraire l'ont catégoriquement rejeté⁶⁵ : pas de citoyenneté d'aucun pays arabe pour les « Palestiniens ». Ils ont constitué au lieu de cela une agence dédiée de l'ONU, l'UNRWA dès 1948, grâce au soutien des Européens, et fait de ces apatrides des « réfugiés » définitifs, sur lesquels veille aussi depuis 1969, le calcul politique assez dévastateur mais très profitable de la puissante OCI (Organisation de la Conférence Islamique⁶⁶). En 1976 l'Égypte a catégoriquement refusé de reprendre, en même temps que le Sinaï et la paix, la gestion de la bande de Gaza que les Israéliens lui proposaient.

63. YOAV GELBER, *Palestine 1948. op. cit.*, page 16.

64. Voir MICHAËL BAR-ZVI, *Être et Exil. Philosophie de la nation juive, Les provinciales*, 2006.

65. Comme toute idéologie révolutionnaire, l'islam progresse, a rejeté tout retour dans les pays d'origine, Égypte, Maghreb, Syrie, Liban, péninsule arabe, etc.

66. Voir BAT YE'OR, *L'Europe et le spectre du califat, Les provinciales*, 2010.

La « résistance » palestinienne n'a reçu l'ordre d'exploiter le drame de « l'occupation » depuis 1967, que parce que les pays arabes n'avaient pu vaincre militairement, avec leurs armées régulières, et instituèrent par conséquent le terrorisme international. Celui-ci ne s'explique que par l'héritage islamiste et révolutionnaire ravivé par une propagande politico-religieuse qui délégitime Israël et donne un permis de tuer les Juifs : les détails du carnage et les horribles tortures des athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich en 1972 n'ont été divulgués par les Services allemands que tout à fait récemment.

Otages pour otages : après « la catastrophe » de 1948, les Arabes inventent les réfugiés définitifs et les « camps » bétonnés inexorablement avec des tours, des tunnels et des hôtels de luxe ; au printemps de Prague 1956, Nasser redécouvre la Révolution par l'électricité et les Soviétiques ; frustrés par son échec cuisant de 1967, les islamo-progressistes inventent le peuple palestinien et le terrorisme international ; manquant la revanche de 1973, les pétromonarchies provoquent le premier « choc pétrolier » et menacent de boycotter l'Europe entière pour la plier à leur antisionisme⁶⁷ ; Béchir tué en 1982, et le Liban avec, les personnes déplacées récoltent les cadavres démembrés de Sabra et Chatila : bonne affaire pour le palestinisme ; en 1990-91, dix ans de guerre Iran/Iraq se terminant par le fiasco de Saddam Hussein au Koweït qu'Arafat est le seul à soutenir, les Palestiniens manigancent les soi-disant accords d'Oslo pour éreinter leur ennemi par étape ; en septembre 2000 c'est à nouveau l'Intifada, mais ce sont leurs gens qu'ils envoient se faire exploser au milieu des civils, etc.

De fait c'est en ce sens qu'ils constituent un peuple, à présent, mais on est fondé à craindre que ce peuple soit voué à la destruction, comme les derniers mois l'ont hélas assez largement documenté.

Juridiquement la notion d'occupation ne s'applique pas, puisque aucun plan de partage n'a jamais été accepté par les Arabes et que les territoires disputés n'ont donc jamais appartenu à un État constitué⁶⁸ (qui souffrirait d'occupation). La distorsion du vocabulaire est une des grandes actions de la propagande palestinienne ou palestinisme : l'« Esplanade des mosquées » est bel et bien installée sur le mont du Temple, mais l'UNESCO a interdit à cette réalité de faire partie du patrimoine israélien, etc. Le centre chrétien Sabeel parle de judaïsation, chaque fois que les Israéliens reviennent à l'onomastique historique de leur région, que les conquêtes romaine, chrétienne puis arabe et ottomane avaient chassée. Il faut donc dire « *Western bank* » ou « Cisjordanie » et non Judée ou Samarie.

(Les « Arabes palestiniens » que le Vatican a béatifiés il y a quelques années n'étaient ni palestiniens ni arabophones : ils étaient araméen ou syro-chaldéens et les chrétiens de Palestine ne parlaient guère l'arabe avant les incitations « nationalistes » de la France et de la Grande Bretagne des années 1920.)

Alors que le Coran ignore tout de la géographie palestinienne et de l'histoire biblique et chrétienne. (Il fait naître Jésus sous un palmier, or il n'y avait pas de palmiers en Palestine.)

Le refus d'Israël n'est pas un simple problème territorial mais un problème ontologique et historique, le refus d'une souveraineté non musulmane sur une terre réputée musulmane. La dhimmitude.

Libérer la Palestine, ce serait y garantir la totale liberté de culte et de religion ainsi que les droits humains fondamentaux, ce que fait assez bien l'État d'Israël depuis quatre-vingts ans, et lui seul ; mais ce serait aussi prendre conscience du devoir des victimes à l'égard de leurs oppresseurs, ces innombrables régimes corrompus et brutaux qu'ont subi non seulement les Juifs sous l'islam mais aussi les chrétiens et autres « Gens du Livre » (on ne sait lequel) – remarque Bay Ye'or.

67. Voir BAT YE'OR, *Eurabia* (Cyril de Godefroy, 2006) ; *L'Europe et le spectre du califat*, 2010 ; *Autobiographie politique*, 2018, œuvres citées.

68. Entre 1948 et 1967 la Jordanie a prétendu les annexer, mais c'était illégal. Le roi a officiellement renoncé à cette prétention en 1988.

En réalité la tâche la plus difficile d'Israël est de libérer le monde musulman de ses préjugés anti-juifs et du refus dogmatique de l'histoire et de la vérité, que charrie la tradition islamique.

Ils ne connaissent, ne lisent ni n'étudient la Bible. Tout ce qui s'écarte du Coran est suspect. Les « convertis » (de force) en ont perdu la mémoire de leur culture (Berbères, chrétiens ou Juifs arabisés...). L'islam donne une représentation brutale de l'histoire et une inversion de la chronologie, la religion originale étant censée être l'islam, les Juifs l'ayant falsifiée et toute terre devant « revenir » à ses adeptes. Surtout si elle a déjà été islamisée dans le passé, comme l'Espagne, la Palestine... Les « protégés » (dhimmi) qui se rebellent sont passibles de mort.

En attendant la tâche actuelle d'Israël est de décourager toute tentative future en montrant que le pays est indéradicable (que Jérusalem est la « capitale éternelle de l'État d'Israël ») et surtout que toute entreprise de destruction conduit nécessairement à une catastrophe : que les Palestiniens et plus généralement les musulmans dans le monde finissent par avoir honte de leurs entreprises de destruction : c'est la seule solution qui n'ait jamais encore été tentée.

Car rien n'a changé : comme l'écrivait déjà Boutang en juin 1967, « *qui douterait que le but ultime des acteurs de la tragédie israëlo-arabe ne soient ceux-ci : pour Israël d'instaurer, sur la terre promise originellement, un ordre vivant, exemplaire, indéradicable ; pour Nasser et les héros de la nation arabe, d'extirper le signe de contradiction, par le fer, le feu, ou l'intenable et constante menace du feu et du fer*⁶⁹ ? »

6. Un État Palestinien est-il possible ? (Yaya Sinwar)

« *Contrairement à l'approche ethnographique-folklorique décrivant les années antérieures à la Nakba comme un âge d'or, l'historien américain d'origine palestinienne Rashid Khalidi soutient que les origines de la Nakba doivent être recherchées précisément à cette époque. La Nakba (la catastrophe) est imputable à la faiblesse structurelle des institutions politiques et aux contraintes dans leurs actions ; au morcellement et au sectarisme de l'élite palestinienne ; à l'échec de la "politique des notables" ; aux insuffisances personnelles des dirigeants et au fiasco de la révolte palestinienne des années 1930. Tout cela, soutient-il – à juste titre – détermina d'avance l'issue de la guerre de 1948. La question qui se pose n'est donc pas : pourquoi les Palestiniens ont-ils perdu la guerre, mais pourquoi l'ont-ils déclenchée ? » se demande Yoav Gelber⁷⁰.*

L'autre question serait : est-ce que tout cela a réellement changé ? « *L'État palestinien que l'ONU avait résolu de créer en novembre 1947 n'a pas vu le jour parce qu'il a été étouffé dans l'œuf, écrit Khalidi. En fait les Palestiniens ont tué l'État qui leur était proposé en rejetant le Partage, mais Khalidi de le dit pas*⁷¹. » N'est-ce pas toujours le cas ? Qui a fait échouer les accords d'Oslo ? Qui a déclenché et surtout très longuement préparé le 7 octobre ?

Qui sont donc ces « palestiniens » ? Avant 1948 ce sont les Juifs. Les Juifs palestiniens, comme on dit alors. Les Arabes eux se sont souvent déplacés d'une province à une autre de l'empire ottoman, jusqu'à ce qu'éclate la guerre, beaucoup n'étant arrivés en Palestine que depuis l'essor créé par le sionisme (Yasser Arafat ou Edward Saïd étaient d'origine égyptienne). Depuis 1922 les territoires de la Palestine mandataire appartiennent pour plus des trois quarts au nouvel État de Transjordanie ; la dynastie hachémite qu'y ont placée les Anglais peinant à maintenir sa légitimité et son autorité sur sa population palestinienne. Pour sa partie occidentale, l'UNRWA (dont la dernière guerre a révélé l'ampleur de sa compromission avec le terrorisme) transmet le statut de réfugié de géné-

69. PIERRE BOUTANG, *La Guerre de six jours*, op. cit., page 14.

70. YOAV GELBER, *Palestine 1948*, op. cit., page 24.

71. *Idem*.

ration en génération depuis 1948 (cas unique). Pourtant ces « territoires palestiniens » avec leurs « réfugiés » de Judée-Samarie, devenue Cisjordanie, avaient été annexés par la Transjordanie entre 1948 et 1967 – la Transjordanie devenant pour l'occasion Jordanie. La revendication d'un État palestinien sur la rive occidentale du Jourdain n'apparaît donc que comme un outil de géopolitique violente : elle était inexistante jusqu'aux années soixante. Son Organisation de libération nationale (OLP), terroriste et déstabilisatrice a été chassée violemment de Jordanie en 1969 (Septembre noir), et en 1982 du Liban, qu'elle avait mis sens dessus dessous. Sauvée in extremis par la France qui l'exfiltra en Tunisie, son soutien à l'Iraq de 1990 la contraindra néanmoins aux accords d'Oslo. Ceux-ci échoueront dans la reprise des luttes, le terrorisme et l'endoctrinement. Des fonds internationaux énormes auront été détournés dans des buts de guerre, le népotisme et le terrorisme. Gaza ayant été refusée catégoriquement par l'Égypte en 1976, demeurait, depuis le retrait israélien de 2005, bien gardée par elle à sa frontière sud. Mais les nombreux tunnels pour toutes sortes de trafics ont contraint Tsahal à revenir s'assurer de cette « frontière », comme elle doit tenir aussi la « frontière » avec la Jordanie...

Ces Palestiniens sont les « otages » des pays Arabes depuis des décennies, comme l'a dit un diplomate, mais aussi de l'Iran et de la Turquie, ces dictatures militaires et religieuses qui ont fait de l'antisionisme une obsession commode et très efficace pour soutenir leur puissance militaire ou financière, devenue colossale depuis les soi-disant « crises du pétrole ». Un pétrole qui depuis cinquante ans continue à couler à flots.

Les Juifs ont gagné la guerre en 1948, parce qu'ils étaient prêts à vivre en État autonome. Le peuple palestinien a toujours été voué par ses leaders à leur entreprise de destruction.

Sur quelle base serait donc établi leur État et avec quelles frontières ? Aucun partage n'ayant jamais été accepté par les Arabes, les lignes d'avant 1967 n'étant que des lignes de cessez-le-feu, les lignes d'avant 1948 étant « les frontières d'Auschwitz », pour un État juif constamment en guerre, dont la partie principale, une étroite bande côtière (15 km par endroit) est sans limites naturelles, impossible à défendre. Il fallut redessiner les contours du plan de partage de 1947 rejeté par les Arabes, et tracer des frontières sous le feu, dans la guerre « de libération », puis dans plusieurs autres guerres, imposées par eux : prendre position sur les hauteurs, dans la vallée du Jourdain, pour maintenir l'armée jordanienne sur l'autre rive, annexer le Golan qui seul permit à Israël de pouvoir se ressaisir face aux chars déboulant de Syrie, le jour de Kippour 1973 ; annexer la vieille ville de Jérusalem reprise aux Jordaniens, avec le Mont du Temple et le Kotel, qui était depuis des siècles un dépôt d'ordures, y reconstruire le quartier juif qui avait été entièrement vidé et détruit et transformé en « *no man's land* » entre 1948 et 1967. Une solution a existé, la « solution jordanienne », jusqu'à la guerre de Six jours, une autre aurait pu s'établir, après Oslo, sur la base d'un échange de territoires, dont Ehoud Barak a bien fait l'offre à Arafat à Camp David en août 2000. Mais toute paix passe par la reconnaissance d'Israël *comme État des Juifs*, donc la renonciation au « retour » des réfugiés palestiniens (qui sont les millions de descendants de ces réfugiés) à l'intérieur des frontières mêmes de cet État. « Vous voulez ma mort ? » aurait répondu Arafat à Ehoud Barak. Il déclina l'offre de paix et, revenu à Ramallah, relança l'Intifada en septembre. Les islamistes d'Iran, du Liban et de Gaza ou du Qatar ne veulent pas de coexistence pacifique. Le prétendu « droit au retour » des Palestiniens demeure inacceptable : sa revendication continuelle est une mythologie enfermante à laquelle on a consacré des milliards.

Un « État palestinien » est donc un autre mot creux. Croit-on vraiment qu'après un siècle de conflit, l'échec du « processus d'Oslo » dans le terrorisme et la mise sur pieds d'un axe international violent (Iran, Hezbollah, Gaza, Syrie, Yemen...) aussi puissamment doté que dans les années soixante (la bombe en plus), la création d'un véritable État avec pleine souveraineté sur ses frontières et sur son espace aérien, la liberté d'armement lourd et le « droit au retour » de la diaspora palestinienne ou de tous les moudjahidin antisionistes de la planète, un véritable État soit acceptable ? À quoi servirait-il ou qu'apporterait-il que les Palestiniens n'ont déjà ? On ne peut pas laisser cet État belliqueux exister.

Bien des déclarations de chefs palestiniens ont clairement exprimé le but constant de leur revendication d'un État palestinien (de plus) : ainsi Zuheir Muohsein, à l'époque chef de l'ensemble des départements des opérations militaires de l'O.L.P. et membre de son comité exécutif répondant à un quotidien néerlandais le 31 mars 1977⁷² :

« Ce n'est que pour des motifs politiques que nous mettons l'accent sur notre identité palestinienne ; car il y va de l'intérêt national des Arabes d'encourager une identité palestinienne séparée pour contrer le sionisme. Oui, l'existence d'une identité palestinienne ne sert que des fins tactiques. La création d'un État palestinien est un nouvel instrument dans la bataille permanente que nous livrons contre Israël... La Jordanie est un État qui a des frontières précises. Elle ne peut pas revendiquer Haïfa ou Jaffa, tandis que moi, j'ai des droits sur Jaffa, Jérusalem et Beer Sheva. Dès que nous aurons obtenu tous nos droits, dans toute la Palestine, nous ne devons pas différer d'un seul instant la réunification de la Jordanie et de la Palestine. »

Est-on bien sûr que les leaders palestiniens ont évolué ?

La création d'un petit État palestinien justifierait-elle les énormes investissements politiques et militaires de leurs bailleurs de fonds, le Qatar ou l'Iran à Gaza ? L'islam chihite des Mollahs est sans doute bien peu compatible avec l'idée d'Oumma que se fait le Hamas, mouvement sunnite. Mais il leur faut exploiter l'idéologique apocalyptique que promeut la République iranienne de la doctrine de conquête islamique. L'unité de l'Oumma, la libre circulation entre les pays arabes, la « réparation » d'une terre réputée musulmane qui lui échappe depuis 1918, rien de tout cela ne serait satisfait par la création d'un État palestinien, mais seulement par la paix ou alors la suppression violente ou démocratique de l'État juif.

Cet État palestinien n'aurait de signification que pour L'OCl qui pourrait y installer son siège permanent, comme l'a expliqué Bat Ye'or⁷³ : l'article 21 de sa charte le précise : « Le siège du Secrétariat général est fixé à Djeddah en attendant la libération d'Al-Qods Al-Charif qui deviendra siège permanent. » Dans son livre, *Le califat, une autorité pour l'islam ?* Ali Mérad constatait que durant près de treize siècles, le califat abolit par Atatürk en 1924 avait « représenté pour la majorité des peuples musulmans le modèle par excellence de l'État islamique⁷⁴ », et envisageait sa reconstitution « sous forme de structure associative qui pourrait prendre la forme de l'actuelle Organisation de la Conférence Islamique ». Si l'OCl installait son siège en Palestine, explique alors Bat Ye'or, qui a longuement étudié la disparition des chrétientés d'Orient⁷⁵, « Jérusalem alors élevée au rang de califat, garant de la charia et du jihad mondial verrait alors s'éteindre le christianisme⁷⁶. »

« Pour l'auteur américain, Lee Smith, les Palestiniens disposent d'ors et déjà d'un pouvoir inédit, celui d'un "Empire global" », explique Shmuel Trigano : « quelque chose de mieux qu'un État, ils sont soutenus par les pouvoirs dominants actuels et inscrits dans toutes les scènes des institutions internationales.

72. Cf. KRIEDEL, *op. cit.*, page 25.

73. BAT YE'OR, *L'Europe et le spectre du califat*, *op. cit.*, page 185 sq..

74. ALI MÉRAD, *Le califat, une autorité pour l'islam ?* Desclée de Brouwer, Paris, 2008, page 179.

75. BAT YE'OR, *Les chrétientés d'Orient entre Jihad et Dhimmitude, VII^e -XX^e siècles*, préface de Jacques Ellul, Éditions du Cerf, 1991, rééd. Jean-Cyrille Goderoy, 2006.

76. BAT YE'OR, *op. cit.*, page 187.

Le soulèvement des campus et des villes occidentales a montré leur force et l'envergure de leur pouvoir. Quel besoin ont-ils de s'encombrer de la charge d'un petit État que serait "la Palestine" aux frontières étriquées⁷⁷ ? » Cette idéologie nouvelle de combat global, Bat Ye'or, Michaël Bar-Zvi⁷⁸ et Shmuel Trigano l'ont nommée palestinisme. L'antisionisme ne suffit plus :

« Tout au long de l'histoire se sont manifestées différentes formes de la haine des Juifs : l'antijudaïsme chrétien, l'antijudaïsme musulman, l'antisémitisme de l'âge moderne et démocratique qui identifie le Juif à une race, l'antisionisme de l'âge contemporain qui identifie l'État juif à une colonie de l'Occident. En somme, l'antisionisme qui vise l'État-nation juif démocratique classique serait aujourd'hui "dépassé" comme forme idéologique de la haine des Juifs (...). Les Juifs (figure globale de l'État d'Israël), seraient ainsi doublement attaqués : comme survivance archaïque de l'État-nation, fossile de l'ère coloniale, et comme obstacle à la mondialisation. Le palestinisme est l'idéologie de cette nouvelle stratégie qui a pris des formes successives, d'abord communiste, puis anarchiste, puis post-moderniste, puis wokiste. Le dogme postmoderniste de l'intersectionnalité, qui établit un rapport entre toutes les conditions d'oppression supposées, fonde la confusion générale qui caractérise le palestinisme et qui permet à des individus et des groupes qui n'ont rien à voir avec Israël et les Juifs, dont ils ignorent l'histoire et l'identité, de se retourner contre eux⁷⁹. »

La guerre commencée le 7 octobre et qu'un miracle a empêché d'aboutir ne fait que rappeler les invariants de la mentalité islamiste, le refus de toute souveraineté non musulmane sur une terre réputée telle. Comme disait déjà Boutang en 1967, dans *La Nation Française* : « la seule raison d'être de la nation arabe c'est la destruction d'Israël ».

7. Faut-il abattre tous les « murs » ? Comment répondre au terrorisme ? (Pape François)

« Le sionisme a été le Shabbat de ma vie. »
HERZL.

Pour terminer, deux anecdotes :

Tranchant avec les avancées de l'Église qui avait reconnu (quoique tardivement) Israël sous Jean-Paul II, la première visite du Pape François en « Terre sainte » il y a dix ans avait déjà donné lieu à une curieuse photo de lui faisant arrêter sa voiture et descendant devant la barrière de séparation (ce que l'on appelle « le mur ») érigée dans les années 2000 pour empêcher les pauvres palestiniens d'aller se faire exploser au milieu des terrasses de café. Le Pape y avait repris la posture célèbre de Jean-Paul II devant le Kotel, tête inclinée, main droite posée à plat contre le mur... À cet endroit, au-dessus de lui, se trouvait écrit un graffiti en anglais universel :

« Pope we need someone to speak about Justice. Bethleem look(s) like Warsaw Ghetto. »

Le Ghetto de Varsovie ? Cela me parut très outrancier. À la sortie de la basilique de Bethléem trônait encore à cette époque un portrait immense de Arafat : quels étaient donc les gardiens du « ghetto » ?

77. SHMUEL TRIGANO, « L'idéologie palestiniste », *Tribune juive*, 26 juillet 2024 : <https://www.tribunejuive.info/2024/07/26/lideologie-palestiniste-et-ses-idiots-utiles-par-shmuel-trigano/>.

78. MICHAËL BAR-ZVI, « Le palestinisme, nouvelle idéologie française », in *Pour une politique de la transmission*, op. cit.

79. TRIGANO, art. cit

En novembre dernier le Président Itzhak Herzog, petit-fils du premier président d'Israël, Haim Herzog, appela le Pape au Vatican pour le sensibiliser à la situation après le 7 octobre. La conversation a été si désastreuse que les deux services diplomatiques auraient convenu de n'en rien dire. Fin novembre cependant un article du *Washington Post* a rapporté les propos d'un haut fonctionnaire israélien qui avait eu connaissance de cet appel. Le Pape aurait donc déclaré : *On ne peut pas* (ou il est interdit de) « *répondre au terrorisme par le terrorisme*⁸⁰ ».

Le Pape ne fait donc pas de différence entre la doctrine jihadiste et l'honneur d'une armée régulière ? Hannah Arendt avait consacré sa thèse de philosophie à saint Augustin, qui est à l'origine de l'autorisation donnée aux chrétiens de se défendre et des critères modernes de la « guerre juste ».

Au début des années cinquante l'épouse de Günter Anders redoutait « *que le politique disparaisse complètement du monde* » et cela au profit d'« *une forme de gouvernement despotique encore plus monstrueuse* », à laquelle aurait conduit « *la fuite dans l'impuissance, dans le vœu désespéré d'être avant tout débarrassé de la capacité d'agir*⁸¹ ». Serait-ce donc cela la tentation catholique de ce siècle ?

Pendant les dix-neuf précédents le judaïsme aura été réduit, lui, à fuir d'exil en exil pour échapper aux pogroms et aux razzias, jusqu'à la Solution finale, Auschwitz, qui a rendu l'Europe presque *Jüdenrein*. Dans un autre texte Hannah écrit : « *Ceux qui ont été attaqués en tant que Juifs doivent se défendre en tant que tels – sinon on dira qu'ils ne se défendent même pas.* » C'est cela la révolte du Ghetto de Varsovie et « *la révolte d'Israël*⁸² », le sionisme d'une poignée de survivants à toutes les folies d'Europe. Mais il semble que du cœur de cette Europe sur le point de renoncer à un sens de l'État auquel s'attachent encore les Juifs – un État au service de son peuple et de la survie de ce peuple – et de renoncer en même temps à la Politique, si nécessaire pourtant à l'accomplissement de l'homme sur cette terre⁸³, l'esprit du sionisme demeure si mal compris.

Que restera-t-il alors, de toute la chrétienté d'Europe après deux guerres mondiales autodestructrices, sinon des hérésies et des idéologies catastrophiques, marquées par l'héritage de l'antijudaïsme théologique et de l'universalisme chrétiens⁸⁴ « passés » dans les Lumières ? « *Ils ont les mains propres, mais n'ont pas de mains* », avait bien vu Péguy. Que pèse cela face à la perception dictée à Traudl Junge le 29 avril 1945 par Adolph Hitler lui-même et qui a d'ors et déjà obtenu une bien plus grande postérité :

« *Voici mon testament politique* »

« *Il est faux que moi-même ou quiconque en Allemagne ait voulu la guerre de 1939. Elle a été voulue et déclenchée exclusivement par des hommes d'État d'ascendance juive ou qui travaillaient pour les intérêts juifs. (...) Les siècles passeront, mais des ruines de nos villes et de nos monuments renaîtra sans cesse la haine contre ces responsables en dernière instance que nous devons remercier de tout : la juiverie internationale et ses acolytes*⁸⁵. »

80. <https://fr.time-sofisrael.com/le-pape-israel-ne-peut-pas-repondre-au-terrorisme-par-le-terrorisme-media/>

81. HANNAH ARENDT, *Qu'est-ce que la politique ?* Seuil, pages 35-37.

82. M. BEGIN, *op. cit.*

83. Cf. PIERRE BOUTANG, *La Politique. La politique considérée comme souci* [1947], préface de Michaël Bar-Zvi, Les provinciales, 2014.

84. Voir par exemple MICHAËL BAR-ZVI, *Philosophie de l'antisémitisme*, Les provinciales, 2020.

85. Cité dans Ian Kershaw, *Hitler*, tome 2, « 1936-1945 : Némésis », tr. fr. Pierre-Emmanuel Dauzat, Flammarion, 2001.

Olivier Véron

Les provinciales
ÉPISODIQUE / 13 SEPTEMBRE 2024

Conseil de rédaction
GISELLE GRÉANCE

Responsable
de la publication
OLIVIER VÉRON

ISSN : 1145-363 X
N°93

www.lesprovinciales.fr